



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Joël VERA

Culture - Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional ainsi que de l'aménagement des espaces publics y afférents, sur l'ancien site de la Maternité Grasset, situé 13 avenue du Professeur Grasset, à Montpellier.

Par délibération n°13710 du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat de réalisation de cet équipement. Par la même délibération, le Conseil a approuvé le programme de l'opération, son budget et son planning, et autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre.

Le programme de l'opération prévoit notamment les éléments suivants : un auditorium de 400 places, des salles d'enseignement individuel et collectif, tant pour la musique que pour la danse, des studios de travail, des bureaux pour l'administration, des espaces de convivialité, ainsi qu'un centre de ressources.

Ces travaux comprennent également à l'échelle de la parcelle : la réhabilitation du bâtiment principal du site donnant sur l'avenue du professeur Grasset, la démolition des autres bâtiments du site et la création d'une place publique et d'un jardin public.

Le permis de démolir ayant été obtenu en septembre 2017, les travaux de démolition, déconstruction et désamiantage ont pu se dérouler de juin à août 2018.

Le permis de construire a quant à lui été délivré le 15 mai 2018 et les travaux de construction du bâtiment ont pu débuter en fin d'année 2018.

La tenue des objectifs de l'opération en termes financier et de planning n'est pas remise en question à ce stade. Le contexte de cette opération et ses spécificités de projet en reconversion du patrimoine historique en font néanmoins une opération complexe, dont le bon déroulement est exposé aux risques d'aléas.

D'un point de vue financier, le bilan de l'opération est en légère hausse par rapport à l'exercice précédent afin de tenir compte de l'évolution des indices de construction constatée au 31 décembre 2018, ainsi que la mise en œuvre de panneaux photovoltaïques en autoconsommation. Son montant total s'élève à la somme de 42 788 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- approuver le nouveau montant prévisionnel de l'opération de 42 788 000 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108326-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02926_CRAC_2018_VD.pdf

- 02926 SYNTHESE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.